

De toute façon, comme le premier ministre l'a dit, la question d'apartheid, en cette Chambre, fait l'unanimité de tous les partis. Nous ne sommes pas très loin les uns des autres quant aux moyens, et je pense que le point principal et le plus important de différence à ce moment-ci, c'est le fait que le premier ministre n'est pas encore venu à la conclusion de pouvoir donner une date limite pour l'abrogation de nos relations internationales avec l'Afrique du Sud. Mais je sais très bien qu'il va considérer cette suggestion de l'opposition et que nous pourrions continuer à avoir une politique non partisane en la matière.

Je voudrais aussi me référer à la Conférence du Commonwealth, alors que le premier ministre a parlé de l'aide extérieure. Nous sommes tous bien heureux de voir qu'ils ont fait quelques petits changements qui donnent bonne bouche relativement à l'impression que nous créons, mais il n'en demeure pas moins—il faudrait que les nations le sachent clairement—que notre politique, malheureusement, a été changée et que l'objectif de 0.7 p. 100 de notre revenu national brut comme aide extérieure a été aboli par le gouvernement, que ce dernier a tout simplement réduit la somme totale qui avait été destinée et promise aux nations en voie de développement sous forme de notre aide extérieure et que l'engagement du Canada, à ce moment-ci, quant à l'aide extérieure, est moindre qu'il ne l'a déjà été. Mais les changements proposés ici, évidemment, sont bienvenus même si, globalement, ils ne changent pas l'image que le gouvernement a créée lorsqu'il a imposé des coupures dans ce domaine au mois de novembre dernier.

[Traduction]

Je voudrais parler maintenant de la paix internationale et du désarmement nucléaire, question qui préoccupe vivement tous les Canadiens et le reste du monde. Comme le très honorable premier ministre le sait, la réunion qui doit avoir lieu le mois prochain entre les dirigeants des deux superpuissances sera un grand événement. Nous souhaitons tous que ces deux hommes aient la grande sagesse de trouver un terrain d'entente au cours de cette réunion des plus importantes.

J'ai eu l'honneur en mai et juin derniers de voyager dans le pays et de constater que cette question préoccupe vivement les Canadiens. On a beaucoup parlé de ce problème depuis janvier puisque le sommet de Québec a laissé l'impression aux Canadiens que le gouvernement voulait soutenir le programme de la guerre des étoiles. Après avoir provoqué un véritable orage, ce qui témoignait de l'opinion de tous les Canadiens, nous sommes heureux de voir que le premier ministre et le gouvernement ont décidé de se rallier à leur point de vue et à celui des deux partis d'opposition, et nous lui en sommes reconnaissants.

Je suis quelque peu déçu que le premier ministre n'ait pas parlé dans sa déclaration de son intention d'inciter le gouvernement américain à inscrire le programme de la guerre des étoiles ou de l'Initiative de défense stratégique à l'ordre du jour de la réunion. Le gouvernement américain, lorsqu'il traite des problèmes canadiens, insiste pour que toutes les questions soient sur la table des négociations concernant le libre-échange. Cependant, lorsqu'il s'agit de négocier la paix dans le monde, le désarmement nucléaire et le contrôle des armements nucléaires, on ne joue pas cartes sur table. Cette attitude manque de logique. Même si certains secrets ne peuvent pas être partagés avec la Chambre des communes, nous devons fondamentalement croire ce que nous voyons. Cependant, puisque la paix du monde est en jeu, nous devrions expliquer clairement

*Déclarations de ministres*

aux Américains que la survie de l'humanité ne peut être négociée secrètement et qu'elle réclame nos meilleurs talents et toute notre intelligence. La réduction des armes nucléaires terrestres ne doit pas entraîner la militarisation de l'espace. Il est très décevant que cette nouvelle escalade n'entre pas dans l'équation. Il faut veiller à ce qu'il n'y ait pas d'escalade de l'affrontement et insister sur la réduction des armes sur terre et sur mer afin de progresser vers la paix mondiale.

J'espère que la réunion de Genève en novembre ne sera pas déviée de son objectif premier par la considération de toutes sortes de problèmes, empêchant ainsi l'examen du problème fondamental qu'est le désarmement nucléaire. Il faut donc résoudre le problème fondamental du désarmement et mettre un terme à la fabrication des armes au détriment de la paix mondiale et de l'atténuation de la famine à travers le monde. Tout l'argent dépensé pour fabriquer ces engins de mort et lancer l'initiative de défense spatiale, servirait mieux à nourrir les pauvres et à instruire les faibles du monde entier.

Je pense que nous voulons rester le plus objectifs possible à l'égard de tous ces problèmes. J'espère que dans ses prochaines missions à l'étranger, le premier ministre transmettra ce message du peuple canadien.

Le premier ministre a parlé de libre-échange et d'autres questions. Je veux dire au premier ministre et répéter aux Canadiens que le problème est très, très délicat. Quand je vois le premier ministre du Japon préoccupé par les négociations commerciales à l'échelle mondiale avec les Américains, je crois que nous devons être prudent.

• (1540)

En janvier dernier, je me suis rendu au Japon. Beaucoup de gens se préoccupaient de la nouvelle tendance, le rapprochement canado-américain. Les Japonais considèrent le Canada comme un partenaire international capable de prendre ses propres décisions. Ils espèrent que le Canada continuera de rester un fournisseur fiable.

L'un des grands problèmes qui confrontent le gouvernement et les entreprises japonais, c'est l'absence de matières premières sur leur sol qu'ils doivent aller se procurer auprès de différents pays. Jusqu'à maintenant, les Japonais ont toujours considéré le Canada comme un pays indépendant qui prend ses propres décisions.

Si jamais il devait y avoir une crise entre les États-Unis et le Japon, ils veulent être certains qu'ils pourraient encore compter sur le Canada comme sur le Brésil, l'Australie, la Malaisie et le reste, car notre pays a toujours été un fournisseur sûr. Cela ne me surprend pas que le premier ministre Nakasone ait été préoccupé par des négociations globales. Il doit se demander pourquoi un pays comme le nôtre, qui a un excédent de 21 milliards de dollars, désire se lancer dans des négociations globales. Le Canada n'entre pas dans ces négociations dans une position de force, beaucoup s'en faut. C'est notre pays qui a un excédent. Ce sont nos interlocuteurs qui veulent le réduire. Le gouvernement ferait mieux, selon moi, même si c'est peut-être un peu moins spectaculaire, mais beaucoup plus efficace, de négocier un problème à la fois. La méthode utilisée depuis 20 ans a entraîné un énorme excédent pour le Canada